**UNION EUROPEENNE**

**La France aurait, elle aussi, rejeté le traité de Lisbonne**

NOUVELOBS.COM | 21.06.2008 | 15:51

**Selon un sondage Ifop, 53 % des Français auraient voté contre le texte si un référendum avait eu lieu en France. Le traité dont l'avenir est compromis après le "non" irlandais a déjà été ratifié dans l'hexagone.**

**L**es Français rejetteraient le traité de Lisbonne pour une solide majorité (53 %), soit la même proportion qu'en Irlande, si un référendum avait lieu dans le pays, selon un sondage Ifop à paraître dimanche 22 juin dans le quotidien *Sud-Ouest*.  
Le président Nicolas Sarkozy, voulant éviter une défaite du "oui" dans la ratification de ce mini-traité obtenu à l'arrachée au début du deuxième semestre 2007, avait préféré la voie parlementaire. Il avait ainsi été ratifié le 14 février dernier par la France.  
En mai 2005, pour la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, le "non" l'avait emporté par 55 % des voix, enterrant ainsi le projet issue de la commission présidée par l'ancien Président français Valéry Giscard d'Estaing.  
Cette fois encore, le "non" aurait eu la préférence des Français. Il l'aurait emporté pas 53% contre 47% de oui. Parallèlement, 33% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles se seraient abstenues.  
  
**"Persistance d'un euro-scepticisme"**  
  
Pour Ifop, ce sondage traduit "la persistance d'un euro-scepticisme" dans l'hexagone, et montre que le décrochage entre les Français et la construction européenne perdure: 73% des électeurs du oui et 72% des électeurs du non auraient renouvelé leur vote.  
57% des cadres et des professions intellectuelles auraient approuvé le traité de Lisbonne en cas de référendum, alors que 72% des ouvriers et 63% des employés l'auraient rejeté. Les communes rurales auraient voté "non" à 56 %, tandis que le "oui" se serait imposé à 63% en agglomération parisienne.  
Le clivage gauche-droite autour de cette question reste également très net. 64% des sympathisants de gauche (59% au PS) auraient voté "non", alors que 54% des sympathisants de droite (71% à l'UMP) auraient approuvé la ratification.  
  
*Sondage réalisé par téléphone les 19 et 20 juin auprès d'un échantillon de 960 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas). Notice détaillée auprès de la commission nationale des sondages.*